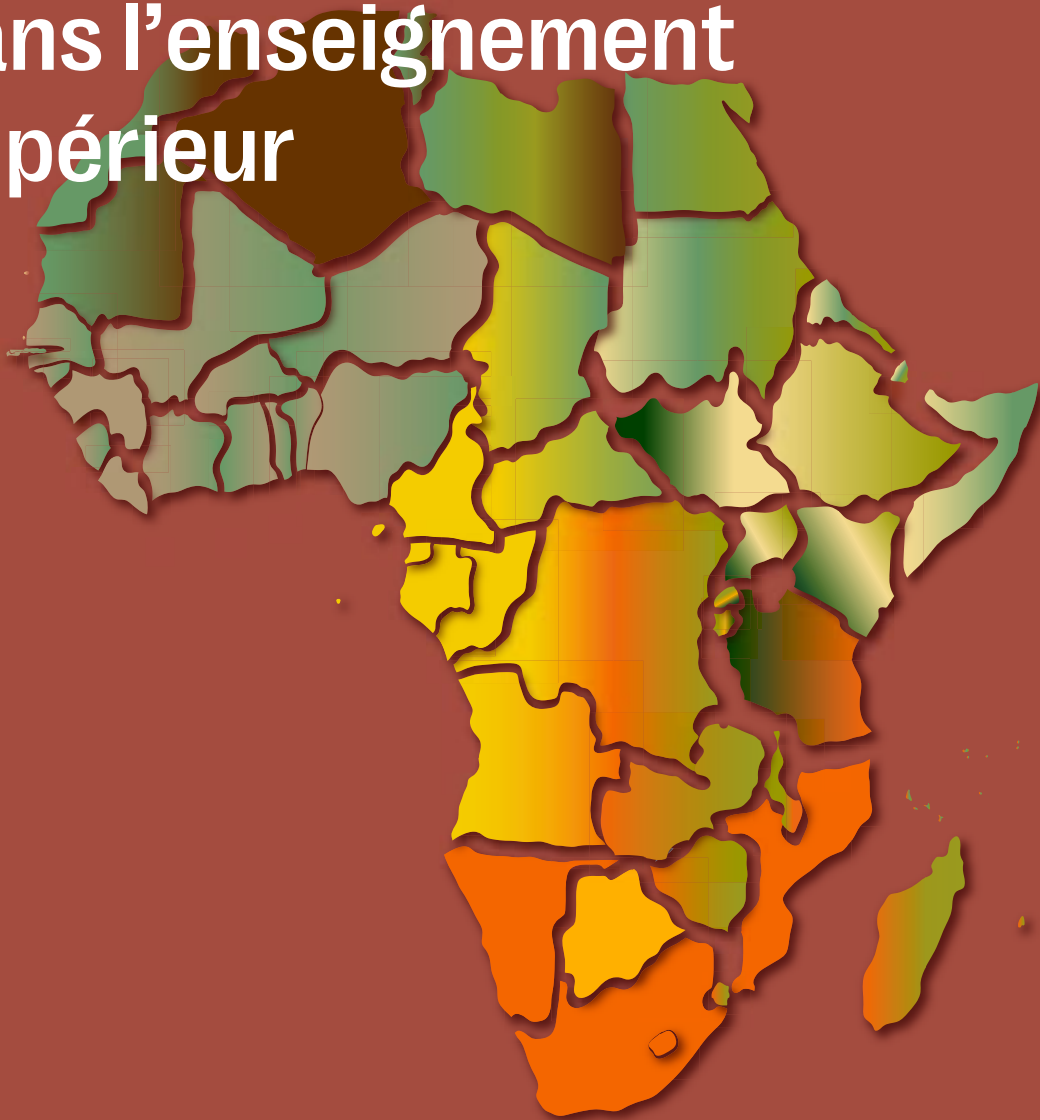


# Matériaux d'HAQAA-2 sur l'intégration et la coopération régionales et continentales africaines dans l'enseignement supérieur



## **Présentation des matériaux (II)**

# **Obstacles à l'intégration continentale de l'enseignement supérieur africain**

**Olusola Oyewole**

**Secrétaire général de l'Association des Universités Africaines, Accra, Ghana**

# Introduction

Il existe une vaste littérature sur l'intégration régionale. Si vous vous rendez sur le site web de la Banque mondiale (<https://www.worldbank.org/en/topic/regional-integration/overview>), vous trouverez ce que l'on pourrait considérer comme une sorte de résumé de cette littérature :

*L'intégration régionale aide les pays à surmonter les divisions qui entravent la circulation des biens, des services, des capitaux, des personnes et des idées. Ces divisions constituent une contrainte à la croissance économique, en particulier dans les pays en développement. Le Groupe de la Banque mondiale aide ses pays clients à promouvoir l'intégration régionale par le biais d'infrastructures physiques et institutionnelles communes.*

*Les divisions entre pays créées par la géographie, les mauvaises infrastructures et les politiques inefficaces sont un obstacle à la croissance économique. L'intégration régionale permet aux pays de surmonter ces divisions coûteuses en intégrant les marchés des biens, des services et des facteurs, facilitant ainsi la circulation des biens et services, des capitaux, de l'énergie, des personnes et des idées.*

*L'intégration régionale peut être favorisée par des infrastructures physiques et institutionnelles communes. Plus précisément, l'intégration régionale nécessite une coopération entre les pays dans les secteurs suivants :*

- *Le commerce, les investissements et la réglementation nationale ;*
- *Les infrastructures de transport, les TIC et l'énergie ;*
- *La politique macro-économique et financière ;*
- *La fourniture d'autres biens publics communs (par exemple, les ressources naturelles partagées, la sécurité, l'éducation).*

*La coopération dans ces domaines a pris différentes formes institutionnelles, avec différents niveaux d'engagements politiques et de souveraineté partagée, et a eu différentes priorités dans différentes régions du monde.*

*L'intégration régionale peut entraîner des gains économiques substantiels. Les pays peuvent ainsi :*

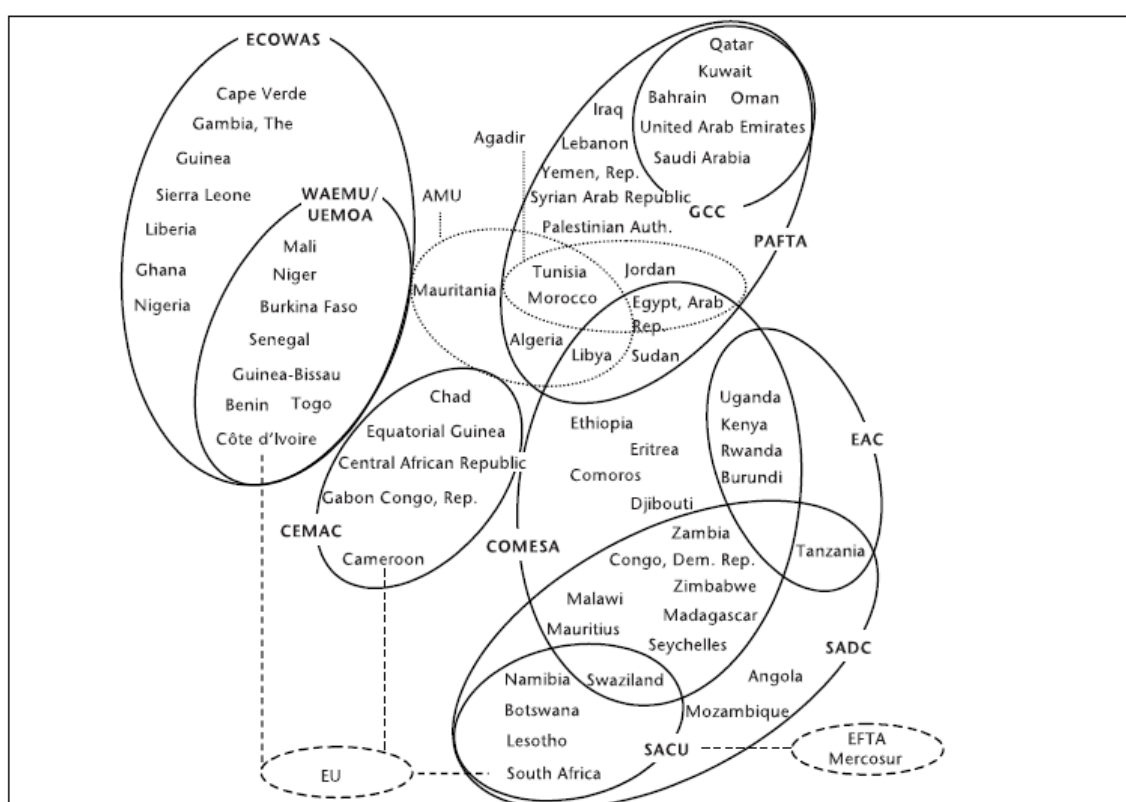
- *Améliorer l'efficacité du marché ;*
- *Partager les coûts des biens publics ou des grands projets d'infrastructure ;*
- *Coopérer dans la définition de politiques et avoir un point d'ancrage pour la réforme ;*
- *Avoir une composante pour l'intégration globale ;*
- *Bénéficier d'autres avantages non économiques, tels que la paix et la sécurité.*

*Cependant, il existe des risques pour l'intégration régionale qui doivent être identifiés et gérés.*

- *Les pays peuvent avoir des préférences différentes quant aux priorités de l'intégration régionale, en fonction de leurs lacunes en matière de connectivité, de leur géographie économique ou de leurs préférences en matière de souveraineté dans des domaines spécifiques.*
- *L'impact de l'intégration régionale sur les flux de commerce et d'investissement, la répartition de l'activité économique, la croissance et la distribution des revenus est souvent difficile à évaluer.*
- *L'absence de politiques et d'institutions complémentaires adéquates peut conduire à des résultats inefficaces. Par exemple, les obstacles politiques à la frontière peuvent annuler les gains de la coopération en matière d'infrastructures de transport.*
- *L'intégration régionale crée des gagnants et des perdants, notamment au sein des pays. Des politiques et des institutions sont nécessaires pour garantir que le régionalisme soit inclusif et que les risques sociaux, environnementaux et de gouvernance soient gérés.*

Le premier chapitre des Matériaux d'Haqaa-2 sur l'intégration et la coopération régionales et continentales africaines dans l'enseignement supérieur offre un cadre analytique pour analyser l'intégration régionale. Il souligne la nécessité de distinguer les conditions préalables, les objectifs, les instruments et les dimensions de l'intégration régionale. Quant aux objectifs, ils vont de l'économique au politique et à la sécurité. Par ailleurs, il a été observé que les objectifs peuvent changer au cours du développement du processus et que de nouveaux objectifs peuvent être générés au sein du processus d'intégration lui-même, comme dans le cas de l'Union européenne. En Afrique, l'intégration régionale et continentale est principalement considérée comme un instrument de développement, hypothèse que j'adopterai dans cette présentation.

Melo et Tsikata (2015)<sup>(1)</sup> ont indiqué que, au cours des trente dernières années, les accords d'intégration régionale, et plus simplement les accords commerciaux préférentiels<sup>(2)</sup>, se sont répandus partout, y compris en Afrique, où ils ont donné naissance à un système complexe et imbriqué, comme le montre la figure 1, et dans lequel les communautés économiques régionales occupent une place prépondérante.



Source: WTO Secretariat.

Note: AMU, Arab Maghreb Union; CEMAC, Economic and Monetary Community of Central Africa (Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale); COMESA, Common Market for Eastern and Southern Africa; EAC, East African Community; ECOWAS, Economic Community of West African States; EFTA, European Free Trade Association; EU, European Union; GCC, Gulf Cooperation Council; Mercosur, Southern Cone Common Market; PAFTA, Pan-Arab Free Trade Area; SACU, Southern African Customs Union; SADC, Southern African Development Community; WAEMU/UEMOA, West African Economic and Monetary Union/Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine.

Figure 1 : Configurations régionales en Afrique

Mais, dans toutes ces analyses, l'examen concret des barrières spécifiques à l'intégration rencontrées par chaque processus d'intégration régionale est généralement absent. C'est pourquoi, en me référant au domaine spécifique de l'enseignement supérieur (domaine pour lequel le chapitre II de ces Matériaux offre également un cadre analytique), je souhaite concentrer cette courte présentation sur la discussion des obstacles.

1. Melo, Jaime de et Tsikata, Yvonne (2015), *Regional Integration in Africa: Challenges and Prospects*. Discussion Paper No. 10598. Centre for Economic Policy Research, 77 Bastwick Street, London EC1V 3PZ, UK. [www.cepr.org](http://www.cepr.org).

2. Les accords commerciaux régionaux sont également préférentiels car ils impliquent un accès favorable de chaque État membre à tous les autres, qui n'est pas étendu aux États non-membres.

# Intégration régionale et continentale de l'enseignement supérieur en Afrique

## L'intégration de type colonial

La plupart des pays d'Afrique ont un passé colonial. L'un des héritages laissés par les colonisateurs est leur tentative de promouvoir l'intégration entre les pays sous leur contrôle, même après la fin du régime colonial. La coopération dans le domaine de l'éducation, notamment de l'enseignement supérieur, figure en bonne place dans cette intégration de type colonial. Cette entreprise a fonctionné facilement puisque beaucoup de ces pays ont adopté la langue des colonisateurs comme langue nationale, l'étendant au système éducatif, provoquant ainsi, ou du moins favorisant fortement, l'intégration de la structure éducative par le biais du moyen d'expression (et rendant difficile l'intégration avec d'autres pays qui utilisent une langue différente dans leurs systèmes éducatifs).

## Regarder vers l'avenir

Depuis longtemps, les pays et les gouvernements africains ont compris la nécessité de poursuivre l'intégration de l'enseignement supérieur. Cette intégration devrait permettre de renforcer la capacité et la compétitivité des établissements d'enseignement supérieur, de faciliter la mobilité du personnel et des étudiants sur le continent, de favoriser la solidarité continentale et de surmonter l'héritage colonial du continent. Et ainsi, en atteignant ces objectifs, de promouvoir le développement et d'améliorer le bien-être des populations. L'une des stratégies adoptées consiste à faire entrer l'intégration de l'enseignement supérieur dans le champ des Communautés économiques régionales.

Cependant, plus de cinq décennies après les indépendances de nombreux pays africains, il devient évident qu'il est nécessaire de rompre l'intégration de type colonial. En effet, si elle a plus ou moins réussi à intégrer les colonies dans les mêmes groupes, elle n'a pas réussi à intégrer le continent africain. L'Union africaine a donc travaillé sur diverses initiatives visant à intégrer le continent en tant que « région unique ». L'établissement de la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA/ZLECAf) est un succès récent dans cette direction. L'espoir est grand de voir la ZLECAf servir d'instrument d'intégration économique des pays d'Afrique par la promotion du libre-échange et de la libre circulation des biens, des services et des personnes sur le continent ; et il y a de grandes chances que cette initiative contribue à améliorer le bien-être économique des différents pays d'Afrique.

Du point de vue de l'enseignement supérieur, un effort large et ambitieux visant à promouvoir l'intégration de l'enseignement supérieur continental a été réalisé par le biais des dispositifs suivants :

- a.** La Convention d'Arusha, révisée et remplacée en 2014 par la Convention d'Addis-Abeba sur la reconnaissance des études et des certificats, diplômes, grades et autres titres de l'enseignement supérieur dans les États d'Afrique ;
- b.** La Stratégie continentale de l'éducation en Afrique - CESA, qui a été adoptée lors de la 26e session ordinaire de l'UA en janvier 2016. Elle vise à « réorienter les systèmes d'éducation et de formation en Afrique afin de procurer les savoirs, les compétences, les aptitudes et la capacité d'innovation et de créativité nécessaires à la promotion d'un développement durable sur le plan national, régional et continental » ;
- c.** Le Cadre continental africain des qualifications (ACQF), initiative dirigée par l'UA et lancée en septembre 2019 qui prévoit d'intégrer les cadres nationaux et régionaux existants pour la comparabilité et les équivalences des qualifications dans un cadre continental ;
- d.** L'Université panafricaine ;
- e.** Les Références et lignes directrices pour l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur africain (ASG-QA) ;
- f.** La Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique (STISA) ;

- g.** Le Cadre panafricain d'assurance qualité et d'accréditation (PAQAF) ;
- h.** Le Système africain de transfert de crédits (ACTS).

Cependant, on note aussi une certaine résistance inexplicable à l'intégration de l'enseignement supérieur en Afrique, malgré le fait que la coopération dans le domaine de l'éducation, de la science et de la technologie constituait déjà l'une des principales caractéristiques de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) de 1963. La résistance persiste, même si l'éducation figure également dans le dernier instrument juridique de l'accord établissant la ZLECAf. En effet, le protocole de la ZLECAf sur le commerce des services prévoit la reconnaissance par chaque État partie de l'éducation, de l'expérience, des licences, des certifications, obtenues dans les autres États parties. Une chose est très claire : à ce jour, il demeure difficile d'établir l'espace africain de l'enseignement supérieur. Les recommandations répétées visant à s'inspirer de l'expérience européenne (législation de l'UE et processus de Bologne) n'ont pas encore porté leurs fruits.

En fait, l'information sur les nombreuses initiatives d'intégration en cours en Afrique n'est même pas encore totalement connue de nombreux universitaires africains. De nombreux pays africains sont encore confrontés à de multiples défis internes, principalement politiques et économiques, qui laissent peu d'espace et de capacité pour penser à promouvoir les stratégies d'intégration continentale. Les multiples alternances dans la gouvernance en Afrique n'ont pas non plus facilité les choses, car de nombreux fonctionnaires qui devraient propager ces initiatives régionales n'en connaissent pas la teneur. Cela explique par exemple, du moins en partie, pourquoi la Convention d'Addis-Abeba de 2014 n'a été ratifiée que par 13 signataires, soit 12 pays d'Afrique si l'on exclut le Saint-Siège, également signataire, et un seul des 12 États africains les plus peuplés, l'Afrique du Sud (voir <https://en.unesco.org/about-us/legal-affairs/revised-convention-recognition-studies-certificates-diplomas-degrees-and>).

## Barrières à l'intégration continentale de l'enseignement supérieur en Afrique

Il est donc urgent de se pencher sur les principaux obstacles qui doivent être surmontés afin de promouvoir une véritable intégration continentale de l'enseignement supérieur en Afrique, de progresser dans la création d'un espace d'enseignement supérieur africain et d'atteindre l'objectif d'une véritable mobilité des étudiants et du personnel, et d'une assurance qualité effective sur le continent africain. Je souhaiterais lancer le processus de discussion et de réflexion que ces Matériaux et les programmes de cours qui s'en inspirent entendent promouvoir, en citant sommairement les idées suivantes :

### a. L'adhésion à plusieurs communautés économiques régionales

De nombreux pays africains sont membres de plus d'une communauté économique régionale (CER), ce qui provoque certains conflits dans la mise en œuvre des stratégies d'intégration. Les pays africains ont de multiples priorités en matière d'intégration régionale et tendent à s'aligner sur la CER qui répond davantage à leurs attentes (mais ceci peut varier selon les domaines ou le secteur particulier).

### b. Le manque de financement africain pour promouvoir l'intégration régionale

S'ils étaient conscients des avantages à en tirer, les États africains et les CER fourniraient un montant minimum de fonds pour stimuler les initiatives en faveur de l'intégration. Cela ne fait pas bonne presse pour l'Afrique que, très souvent, le principal soutien financier des activités en faveur de l'intégration provienne de l'Union européenne ou d'autres organisations internationales.

### c. Un leadership politique insuffisant

La Commission de l'Union africaine (CUA) devrait être à la tête de l'intégration et de la coopération intra-africaine en Afrique en général, et cela devrait être également le cas pour le secteur de l'enseignement supé-

rieur. Ce faisant, elle remplirait la mission pour laquelle elle a été créée. Mais on débat encore trop souvent sur la réactivité de la Commission de l'Union africaine pour faciliter les initiatives d'intégration, ne serait-ce qu'au niveau politique. La CUA et les autres agences africaines devraient adopter une position beaucoup plus proactive, non seulement dans le domaine de la coopération intra-africaine, mais aussi en matière de coopération internationale.

#### **d. Le manque de cohésion dans la collaboration interrégionale entre les blocs régionaux en Afrique**

Les différents blocs économiques régionaux d'Afrique doivent travailler ensemble bien plus qu'ils ne le font actuellement et accepter la nécessité d'une perspective panafricaine. C'est la condition nécessaire a) pour éviter la redondance des efforts et des ressources (toujours très rares), b) pour éviter l'existence de trous et d'espaces vides et c) pour renforcer les efforts individuels et obtenir un impact collectif.

#### **e. Language barriers in Africa**

Il est inutile de souligner à nouveau que l'intégration en Afrique a été divisée sur la base des langues coloniales imposées aux populations ; dans de nombreux pays, des efforts délibérés ont été faits pour décourager l'utilisation des langues locales. En Afrique de l'Est, l'utilisation du swahili comme langue régionale est désormais considérée comme un outil d'intégration. Il faut encourager les efforts visant à promouvoir l'intégration régionale par le biais de la promotion des langues locales et le multilinguisme comme l'unique vecteur de la coopération intra-africaine.

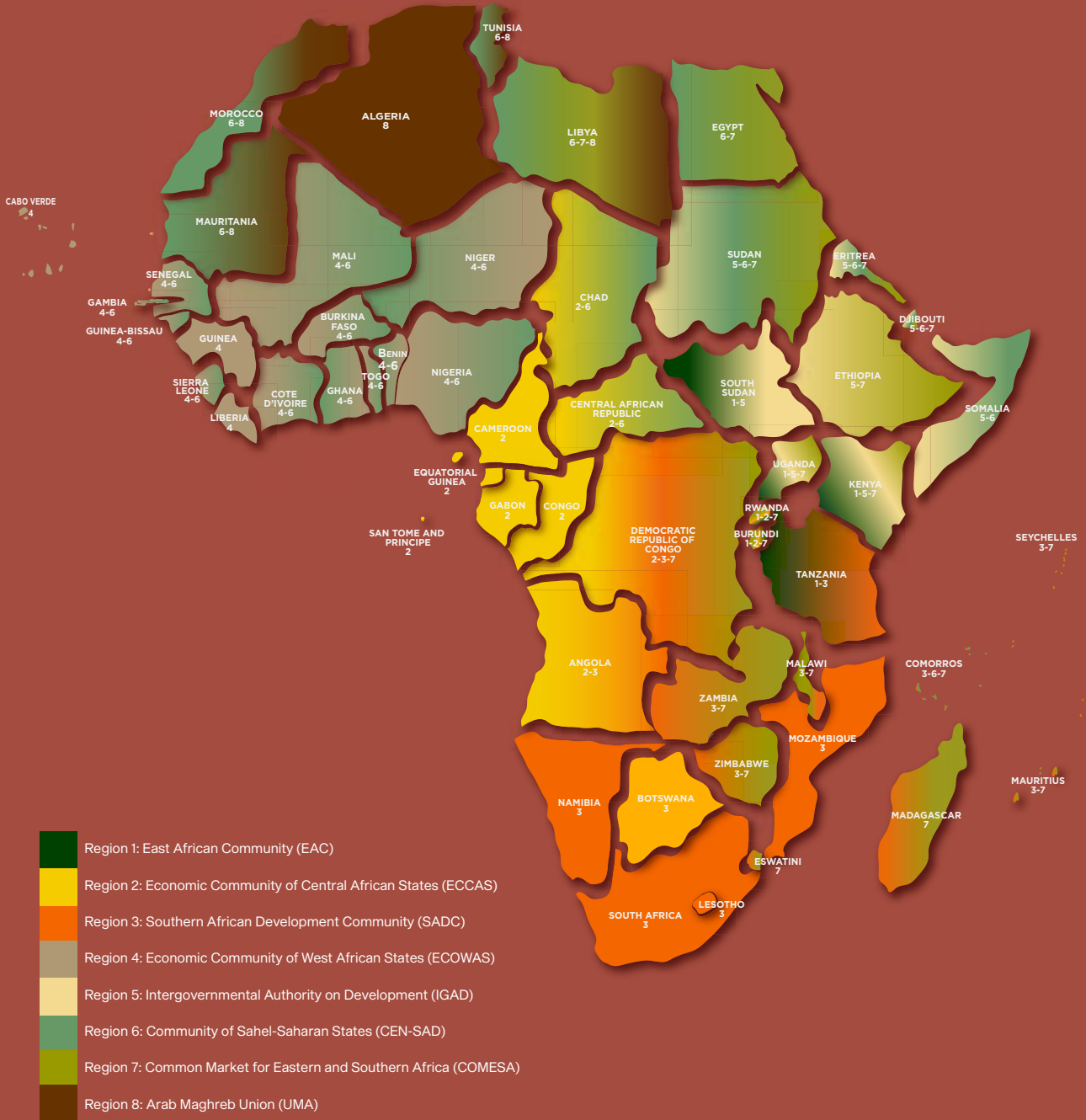
#### **f. La désintégration du système éducatif africain**

En Afrique, il existe peu de coordination entre les institutions et les politiques d'enseignement primaire, secondaire et tertiaire (à la fois l'enseignement supérieur et l'enseignement technique et professionnelle). Les efforts actuels pour développer les cadres de qualification africains (tant au niveau régional que continental) doivent être considérés comme une opportunité pour surmonter progressivement cet obstacle.

#### **g. La méconnaissance de la question de l'intégration régionale est un défi majeur**

Enfin, il est urgent d'éduquer le monde universitaire et tous les autres acteurs en Afrique sur les besoins et les avantages de l'intégration régionale. La poursuite d'un programme permanent d'apprentissage ouvert sur l'intégration régionale est très louable.

J'espère que vous tous, chers lecteurs, contribuerez à surmonter ces obstacles, en examinant et en exploitant ces Matériaux.



The map has been jointly designed by Henok B. Asmelash and Nicole Font, developing an idea launched by Prof. Goolam Mohamedbhai and relayed by R. Torrent. It is, as all the Materials, "work in progress": comments welcome. The usual disclaimer applies.